L'éducation en Suisse

Repères

Bernadette Plumelle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1763>

DOI : 10.4000/ries.1763

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2003

Pagination : 133-139

ISBN : 978-2-85420-557-1

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Bernadette Plumelle, « L'éducation en Suisse », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 33 | septembre 2003, mis en ligne le 23 novembre 2011, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1763> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1763>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

L'éducation en Suisse

Repères

Bernadette Plumelle

- 1 La Suisse, État fédéral depuis 1848, a un système éducatif d'une très grande complexité à l'image de son organisation politique. La Confédération helvétique est composée de vingt-six cantons, de plus de trois mille communes et son organisation en trois niveaux, fédéral, cantonal et communal se retrouve dans la structure de son système éducatif. Cette complexité est encore renforcée par le plurilinguisme du pays. Au carrefour de trois cultures européennes, le pays a quatre langues nationales : allemand, français, italien et romanche.
- 2 Durant des décennies, la réussite économique de la Suisse a légitimé un système éducatif reconnu à l'étranger plus particulièrement pour sa formation professionnelle et la qualité de ses universités. Si quatre personnes sur cinq ont achevé une formation post-obligatoire et une sur cinq possède un diplôme de degré tertiaire (enseignement supérieur), le système montre actuellement ses limites car la situation économique et sociale s'est profondément transformée. La Suisse vit des difficultés économiques et un taux de chômage en hausse et la démographie s'est aussi modifiée avec une forte composante de la population scolaire d'origine étrangère. Le traitement éducatif du plurilinguisme est en crise révélant des enjeux qui, au-delà des rapports entre les langues, concernent les liens existant entre les quatre groupes linguistiques du pays. Enfin, la construction d'un espace éducatif européen oblige le système éducatif en Suisse à se réformer. La nécessité de ces réformes a d'ailleurs été confirmée par la dernière enquête de l'OCDE, PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), qui a montré les performances contrastées voire moyennes du système scolaire dans certaines compétences scolaires.

Organisation du système éducatif

- 3 Au contraire de pays ayant un système d'éducation régi de manière fédérale comme, par exemple, l'Allemagne, il n'y a pas en Suisse de ministère fédéral de l'Éducation qui chapeaute l'ensemble du système scolaire. Les compétences sont réparties, pour des

raisons historiques, entre les cantons et la Confédération et dans la majorité des secteurs, ce sont les dispositions cantonales qui régissent l'école¹. La direction et l'administration de l'enseignement cantonal incombent au gouvernement du canton et à son département de l'Instruction publique (ministère de l'Éducation). La Suisse possède ainsi vingt-six systèmes scolaires différents et vingt-six « ministres » de l'Éducation qui se regroupent dans une structure de collaboration volontaire : la Conférence des directeurs de l'Instruction publique (CDIP-CH)².

- 4 La Confédération détient quelques compétences mais les cantons sont souverains pour l'organisation scolaire qu'ils réglementent par le biais de lois scolaires, différentes d'un canton à l'autre. Seul l'enseignement de base, gratuit et pour tous, est une obligation constitutionnelle³ pour eux et ils en délèguent la responsabilité et la mise en œuvre aux communes. Le partage des responsabilités entre la Confédération et les cantons s'exerce différemment selon les niveaux de formation : pré-primaire, primaire, secondaire et tertiaire⁴. Pour le pré-primaire et l'école obligatoire (degré primaire et degré secondaire I), les cantons sont seuls responsables. Au degré secondaire II, la Confédération a la responsabilité de la formation professionnelle et les cantons sont responsables de l'enseignement général. Les cantons ont aussi en charge les universités mais la Confédération aide les universités cantonales sous forme de subventions et dirige les deux écoles polytechniques de Zurich et Lausanne. Cette répartition des pouvoirs présente des avantages : les cantons modèlent la formation générale et professionnelle en fonction de leurs caractéristiques sociales et économiques, ajustant ainsi leur offre d'enseignement aux besoins du marché économique. En revanche, elle freine la mobilité à l'intérieur du pays.
- 5 Dans la deuxième partie du XX^e siècle, le besoin d'une réelle coordination scolaire au niveau national s'est fait sentir et des améliorations ont été mises en place. Un concordat sur la coordination scolaire a été créé en 1970 par les cantons « aux fins de développer l'école et d'harmoniser leurs législations cantonales respectives » (article 1). Il opère aussi bien dans le domaine des réformes que dans celui de l'adaptation des structures et de la reconnaissance des certificats et diplômes.
- 6 Ce concordat a permis de coordonner les législations scolaires sur des notions de base mais le processus a duré plus de quinze ans et ne s'est pas réalisé sans mal car les lois scolaires ne peuvent être modifiées le plus souvent qu'avec l'approbation des citoyens : l'entrée à l'école obligatoire à l'âge de 6 ans ; la durée de la scolarité obligatoire de neuf ans et trente-huit semaines d'école par an ; la durée de la scolarité jusqu'à l'examen de la maturité (examen de fin d'études secondaires) de douze ans au moins et treize ans au plus ; le début de l'année scolaire entre la mi-août et la mi-octobre.
- 7 D'autres décisions plus récentes ont fait l'objet d'accords comme, par exemple, la reconnaissance des diplômes ; les prescriptions de la CDIP peuvent s'exprimer aussi sous forme de recommandations.

Structure du système éducatif

Éducation préscolaire

- 8 L'organisation des écoles est confiée aux communes mais les décisions se prennent au niveau cantonal. Selon les communes, le mode de financement peut être entièrement

public ou mixte (associatif/public, privé/public). Dès ce niveau, il existe une très grande disparité entre les cantons sur l'âge d'entrée à l'école, la durée du préscolaire et sur les contenus.

Degré primaire et degré secondaire I

- 9 L'école obligatoire, d'une durée de neuf ans, se répartit en règle générale, entre le degré primaire (six ans) et le degré secondaire I (trois ans). La diversité des systèmes scolaires cantonaux est la plus grande au niveau du secondaire I⁵. Ils fonctionnent schématiquement sur trois modèles :
- des écoles différentes pour chaque filière : filière à exigences élémentaires (*Realschule* en Suisse alémanique ou section pratique, moderne, pré-professionnelle), filières à exigences moyennes ou étendues (section générale, scientifique, classique) qui préparent à des formations professionnelles plus poussées et aux écoles de maturité ;
 - des écoles regroupant plusieurs filières de formation (modèle coopératif) ; on peut trouver les trois filières à exigences élémentaires, moyennes et étendues dans un même établissement ;
 - des écoles intégrées : les élèves sont dans des classes de niveau hétérogène et regroupés en fonction de leurs performances uniquement pour la langue d'enseignement de la région, la langue étrangère et les mathématiques.
- 10 La sélection, relativement précoce, intervient à ce niveau. L'admission dans l'enseignement secondaire II se fait soit sur la base des résultats scolaires antérieurs soit sur la base d'un examen. Une minorité d'élèves intègre le gymnase (lycée) mais la part la plus importante des élèves, 70 %, est orientée vers un apprentissage professionnel spécialisé. La Suisse se distingue d'autres pays européens par la place donnée à la formation professionnelle ; le système est « dual », formation générale et formation professionnelle sont les deux facettes de la structure éducative pour le degré secondaire comme pour le degré tertiaire (enseignement supérieur).

Le degré secondaire II

- 11 Le degré secondaire II constitue la première phase de la scolarité post-obligatoire. Il comprend l'ensemble des formations générales et professionnelles qui mènent à une première certification et se déclinent selon leur degré de sélectivité. Pour ce qui concerne la formation générale, il existe deux filières : le gymnase et les « écoles du degré diplôme » (EDD).
- 12 Le gymnase ou école de maturité est une structure scolaire très ancienne : conçue comme une école extrêmement sélective, elle détient le monopole de l'accès à l'université. En 1998, 18 % des jeunes de dix-neuf ans avaient un certificat de maturité (diplôme de fin d'études) mais cette proportion varie considérablement selon les cantons de même que la structure et la durée de la formation gymnasiale. En 1995, le gouvernement suisse et les cantons ont décidé de réformer les maturités gymnasiales ; la nouvelle réglementation prévoit un seul type de maturité, une réduction du nombre de matières d'études et d'examens. Ces réformes ont été définitivement mises en place en 2003. À côté de cette voie royale, les « écoles du degré diplôme » (EDD), créées en 1987, sont des écoles de formation générale dont les exigences sont moins élevées.

Degré tertiaire

- 13 Le degré tertiaire⁶ (enseignement supérieur) comprend dix universités cantonales et deux écoles polytechniques fédérales (Zurich et Lausanne) rassemblées sous le terme de Hautes écoles universitaires (HEU). Elles jouissent d'une grande autonomie et sont en concurrence les unes avec les autres. Le système universitaire est reconnu mais les universités, régies par des législations cantonales, se heurtent très souvent à des spécificités locales qui bloquent ou retardent la mise en place de projets communs. La nécessité d'une politique universitaire coordonnée à l'échelle nationale se fait alors sentir. Pour la période allant de 2000 à 2007, le gouvernement suisse et le parlement initient un processus de réforme des hautes écoles dans le but de créer des réseaux permettant une meilleure exploitation du potentiel existant. Pour ce faire, le gouvernement lance le projet d'un nouvel article constitutionnel sur les hautes écoles universitaires. La mise en œuvre de la Déclaration de Bologne signée par la Suisse en 1999 rend nécessaire cette réforme car elle présuppose compatibilité entre les institutions et les curricula.

Formation professionnelle dans les degrés secondaire et tertiaire

- 14 La formation professionnelle, souvent détachée du système scolaire général, est réglementée par la Confédération depuis 1930 et les cantons n'ont ici que des compétences limitées. La responsabilité de la formation professionnelle repose sur le secteur privé et plus particulièrement sur les entreprises. Le principe de ce système de formation remonte aux anciennes corporations de métiers et s'est révélé suffisamment souple pour survivre aux mutations structurelles survenues dans l'économie. La formation pratique s'acquiert dans une entreprise sous la conduite d'un maître d'apprentissage. Les bases théoriques sont enseignées à l'école professionnelle en même temps que les matières de culture générale, la gymnastique et le sport durant un jour à un jour et demi par semaine. Avant le début de la formation, l'apprenti conclut avec le maître d'apprentissage un contrat d'apprentissage. S'il réussit l'examen, il reçoit le certificat fédéral de capacité. Suivant les professions, l'apprentissage dure deux, trois ou quatre ans.
- 15 La revalorisation de la formation professionnelle s'est développée à divers échelons du système scolaire. Les « écoles de maturité professionnelles » permettent depuis 1993 de préparer une maturité professionnelle⁷. Ce diplôme a été créé pour augmenter l'attrait de la formation professionnelle et offrir une certification reconnue sur le plan international. La maturité professionnelle se prépare en même temps que le certificat de capacité professionnelle ou après l'apprentissage, permettant aux élèves qui le souhaitent de faire des études supérieures. Les formations professionnelles de haut niveau étaient auparavant du domaine « non universitaire » et ne conduisaient pas à l'obtention d'un grade académique. Avec la création de hautes écoles spécialisées (HES), au début des années 90, le diplôme de maturité professionnelle permet un accès direct au degré tertiaire, ces écoles se plaçant aux côtés des universités et des écoles polytechniques fédérales⁸. L'enseignement est de type universitaire et s'étend sur trois ou quatre ans. Une loi fédérale sur ces hautes écoles spécialisées a été promulguée en 1995 (loi du 6 octobre 1995) et la révision de cette loi s'achève fin 2003 pour entrer en vigueur en 2005. Celle-ci a pour but de créer les conditions générales pour que les HES puissent se positionner à

l'échelle nationale et internationale et atteindre une reconnaissance des diplômes hors de Suisse.

Des résultats décevants en matière d'intégration

- 16 Au cours de la dernière décennie, la réforme du système éducatif a été au centre de la politique de l'éducation en Suisse. La nécessité d'examiner les résultats du processus d'apprentissage a décidé la Suisse à participer pour la première fois, en 2000, aux évaluations internationales de l'OCDE. Lors de la publication de l'enquête internationale PISA⁹, il apparaît que les élèves suisses obtiennent de très bons résultats en mathématiques¹⁰ ; en revanche, la Suisse arrive en milieu de classement en lecture et en sciences. L'enquête fait ressortir le lien très fort entre l'origine sociale et les compétences des élèves montrant que les jeunes¹¹ issus de familles immigrées sont particulièrement désavantagés. Dès la fin des années soixante, la CDIP avait préconisé, pour scolariser les enfants issus de cette population immigrée, une politique reposant sur deux concepts clés : intégration et respect de la culture d'origine.
- 17 Le programme PISA a montré les limites de cette politique d'intégration. 25 % environ des jeunes issus de familles immigrées ne comprennent pas les textes utilisés pour l'enquête, 25 % ont de sérieuses difficultés à comprendre des textes simples dans la langue d'enseignement. Ces résultats amènent les responsables politiques à s'interroger sur la pertinence de leurs choix éducatifs à l'heure où la population autochtone vieillit¹² et où la population d'origine étrangère augmente.

L'apprentissage des langues extra-nationales

- 18 Un autre débat a agité l'ensemble du pays : l'apprentissage scolaire des langues nationales. La Suisse est un pays où le multilinguisme a un statut officiel. En 1990, ses quatre langues nationales se répartissaient ainsi : allemand (63,7 %), français (19,2 %), italien (7,6 %), romanche (0,6 %). Selon le principe de territorialité des langues, la langue parlée par la majorité de la population d'une région forme la langue officielle de cette région. L'école privilégie forcément l'enseignement des langues française, allemande et italienne mais les Suisses commencent à remettre en cause la nécessité d'apprendre, en première langue étrangère, une des langues du pays alors que l'anglais est la langue internationale par excellence. Cette controverse est apparue avec l'introduction de l'apprentissage précoce de l'anglais dans le canton de Zurich (1997) dès l'âge de sept ans¹³ dans cent quatre vingt classes expérimentales. Devant le tumulte provoqué par cette décision, la (CDIP) met sur pied une commission chargée de présenter, en été 1998, un concept national pour l'enseignement des langues étrangères. La polémique reprend avec l'initiative parlementaire Berberat (21 juin 2000) qui exige que la première langue « étrangère » enseignée soit une langue officielle. Acceptée par le Conseil national en 2001, elle va déboucher sur un projet de modification de la Constitution qui devra être voté. Or, les vingt-six cantons sont divisés sur la première langue à enseigner à l'école primaire. Les prises de position épousent les contours géographiques et linguistiques du pays : beaucoup de cantons de Suisse alémanique (quinze) sont plutôt favorables à l'apprentissage prioritaire de l'anglais pour des raisons essentiellement économiques. En revanche, les cantons romands y voient une acceptation de l'influence anglo-saxonne néfaste à la cohésion du pays. L'enseignement bilingue ou par immersion, recommandé

officiellement par la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique (CDIP, 1995) offre peut-être une possibilité de sortir de ce dilemme.

Les priorités actuelles

- 19 L'étude PISA a provoqué de nombreux questionnements au sein de la société helvétique et des autorités éducatives : rééquilibrage des pouvoirs entre la Confédération et les cantons ; harmonisation des contenus dans l'enseignement obligatoire ; qualité de l'enseignement ; réforme du système de formation des enseignants.
- 20 La CDIP s'est, pour sa part, fixée dans son rapport annuel (2002) trois priorités stratégiques : harmonisation de l'école obligatoire avec la définition de niveaux de compétences uniformes (standards) ; mise en place d'un monitoring du système éducatif à l'échelon national et, enfin, renforcement du statut professionnel des enseignants.
- 21 La formation des enseignants¹⁴, objet d'un grand nombre de discussions, études et rapports depuis de nombreuses années, est en cours de réforme. Il s'agit d'harmoniser les cursus pour favoriser la mobilité d'un canton à l'autre et permettre une reconnaissance au niveau européen. En effet, l'Union européenne ne reconnaît la formation des enseignants qu'au niveau bac + 3. Pour ce faire, de hautes écoles pédagogiques ont été créées en 2001 et la réforme doit être achevée en 2004.
- 22 Comment s'assurer de la qualité de la formation ? Comment améliorer les résultats scolaires ?
- 23 De la même manière que dans d'autres pays occidentaux, les politiques éducatives en Suisse se modifient pour répondre aux nécessités d'une société de la connaissance. Elles sont aussi aux mêmes difficultés : niveau des ressources engagées, scolarisation d'élèves en difficulté ; définition d'objectifs à atteindre mais les réponses apportées diffèrent d'un pays à l'autre. La Suisse cherche à préserver son indépendance tout autant qu'à s'adapter à une internationalisation de l'éducation. Du fait du partage des responsabilités entre les cantons et la Confédération, les réformes éducatives n'ont pas de caractère spectaculaire mais le paysage législatif est en mouvement et concerne l'ensemble du système éducatif.

	Suisse	France
Territoire	41 300 km ²	547 026 km ²
Densité hab/km ²	174	107,9
Population (2001)	7 261 200 habitants 5 803 400 ressortissants suisses et 1 457 800 ressortissants étrangers	59 238 000 habitants
Langues nationales	L'allemand, le français, l'italien, le rhéto-romanche (les trois premières sont des langues officielles).	Le français
Nature de l'État	Confédération de 26 cantons	République
PIB par habitant (1999, en dollars) ¹	27 171	22 897
Dépense publique éducation % PIB ²	7,6 % (1999)	7,2 % (1999)
Taux de scolarisation	84 % (1999)	94 % (1999)
Espérance de scolarisation		
Titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires (1999-2000) ³	86 % ont un diplôme du degré secondaire, 20 % ont une formation professionnelle.	87 %

1. Source : *World Development Indicators* de la Banque mondiale.

2. Source : OCDE, *Regards sur l'éducation 2001*.

3. Source : Office suisse des statistiques http://www.statistik.admin.ch/stat_ch

NOTES

1. L'article 3 de la Constitution fédérale stipule que « les cantons exercent tous les droits qui ne sont pas délégués au pouvoir fédéral ».
2. La CDIP, créée en 1897, est composée des chefs de l'Instruction publique (ministres de l'Éducation) de chaque canton. Il existe une Conférence au niveau national (CDIP-CH) et quatre Conférences au niveau régional.
3. Article 62 de la Constitution : « *L'instruction publique est du ressort des cantons. Les cantons pourvoient à un enseignement de base suffisant ouvert à tous les enfants.* »
4. Organigramme du système d'enseignement en Suisse sur : http://edkwww.unibe.ch/PDF_Downloads/Bildungswesen_CH/BildungCH.pdf
5. Selon les cantons, l'enseignement secondaire I dure trois, quatre ou cinq ans et la durée totale d'enseignement pendant les neuf années d'école obligatoire varie entre 7 100 et 8 900 heures par élève.
6. Le nombre total d'étudiants inscrits dans une haute école universitaire, en 2000, était d'environ 100 000.
7. Ce titre sanctionne un apprentissage, complété par un approfondissement en culture générale (langue maternelle, mathématiques, langues étrangères, histoire et sciences naturelles).
8. Pour plus d'informations, on consultera l'article de Martin KASSER, « Les hautes écoles spécialisées en Suisse. Comment valoriser la voie professionnelle » *Politiques d'éducation et de formation*, 2001/2.
9. Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA).

10. Les résultats de cette enquête sont largement commentés dans *Préparés pour la vie ? Les compétences de base des jeunes - synthèse du rapport national PISA 2001*, Office fédéral de la statistique.
11. Ils sont inégalement répartis sur le territoire, beaucoup plus nombreux dans les cantons urbains et frontaliers (30 à 40 %) que dans ceux de Suisse centrale (10 %). La proportion de ces jeunes n'a cessé de progresser ces dernières années pour atteindre environ 21 % en 2001.
12. En 1998, le nombre des décès a été supérieur aux naissances.
13. Au cours des années quatre-vingt, l'introduction précoce de la langue seconde nationale a commencé en Suisse et actuellement tous les cantons ont introduit cette réforme.
14. La formation des enseignants du primaire est du ressort des cantons (de un à quatre ans selon les cantons), la formation des enseignants de niveau gymnasial est assurée par les universités ou l'école polytechnique fédérale de Zurich.
-

INDEX

Index géographique : Suisse

Mots-clés : éducation, système éducatif

AUTEUR

BERNADETTE PLUMELLE

Responsable du Centre de ressources documentaires du CIEP [plumelle@ciep.fr]